L'Abeille de la Nouvelle-Orléans
Bureaux : 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLÉANS.
MERCREDI, 5 MAI 1886.

PETITES ANNONCES.

PERDU.

Perdu—Un jeune matelot noir (nouveau). La personne qui le ramènera chez M. Charles Grilhot, ou fournira assez de renseignements pour le ramener, recevra une récompense libérale. Chemin Gentilly, près des Fair Grounds. 5mai—1f

A LOUER.

A LOUER—A Covington, l'élégant chalet, 9 appartements, 4 salles-de-bain, 500 rue Jeanmaine. S'adresser sur les lieux, Jules Cahier.
1er mai—1f

A VENDRE.

Résidence d'été à vendre à Biloxi. S'adresser à O. Peines ou à J. A. Bonaguet, Biloxi, Miss.

A Vendre—Une agréable résidence à la Grande-Ile, se composant de quatre chambres et cabinet, vestibule, mansarde, galerie devant et derrière. Cuisine, chambre de domestique. Four de campagne. Cabane à bain.
Pour plus amples renseignements s'adresser No. 193 rue des Remparts. 22avril—15)

AVIS DE SUCCESSION.

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans—Louis J. Witte vs. ses créanciers—No 17,736—Ordre de Cour—Qu'une réunion des créanciers du susdit Louis J. Witte soit tenue et convoquée pardevant H. J. Rhodes, notaire en cette ville, SAMEDI, 8e jour de juin 1886, à 10 heures A. M., dans le but de considérer et de déterminer sur l'application du petitionnaire pour un répit, et que dans l'intervalle toutes poursuites judiciaires contre la personne et les biens du petitionnaire Louis J. Witte soient suspendues, et que de plus l'assemblée susdite nomme pour représenter les créanciers absents dans cette affaire.
Nouvelle-Orléans, 1er mai 1886.
(Signé) N. H. RIGHTOR, Juge.
Pour copie conforme :
Jas. D. RANKIN, Député-Greffier.
5 mai—3f au 5mai

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans—Veuve P. Favin vs. ses créanciers.—No 17,426. —Ordre de Cour—Que la cession des biens de la pétitionnaire Veuve P. Favin soit et est par la présente acceptée par la Cour pour le bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une réunion de ces créanciers soit tenue et convoquée pardevant Benjamin Ory, notaire en cette ville, SAMEDI, le 8ème jour de mai 1886, à 11 heures A. M., dans le but de délibérer sur les affaires de la dite pétitionnaire et d'élire un syndic, et pour voter sur toutes les autres questions qui pourraient leur être soumises, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens de la dite Veuve P. Favin soient suspendues, et que E. J. Meral, Esq. avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents dans cette affaire.
Nouvelle-Orléans, 2 avril 1886.
(Signé) A. L. TISSOT, Juge.
Pour copie conforme :
Jas. D. RANKIN, Député Greffier.
2avril—3f au 5mai

AVIS LÉGAUX.

Avis

Conformément à l'article 48 de la Constitution de l'Etat, avis est par le présent donné qu'il sera présenté à l'Assemblée législative, à sa prochaine session un bill pour abroger la loi approuvée le 16 mars 1877, intitulée "Loi pour amender la troisième section d'un acte intitulé "Acte pour créer la place d'inspecteurs de viande et pour d'autres fins," et le port de la Nlle-Orléans et pour en régler les devoirs, approuvé le 28 mars 1867."
5 mai—5 (en 30)

Avis.

Avis public est par le présent donné que les soussignés qui ne proposent de s'adresser à la Législature pour être autorisés à instituer un procès contre l'Etat.
HORNOR & BENEDICT.
25 avril—4 (en 30) En liquidation.

Avis.

Avis est par le présent donné, conformément à l'article 48 de la Constitution de l'Etat de la Louisiane, qu'il sera présenté à la législature de l'Etat de la Louisiane, à sa session de 1886, un acte en faveur d'Emile Gaudner et ses associés, leurs successeurs et ayant-droit, une charte ou privilège de loterie, ce privilège de Loterie, avec tous les pouvoirs qui s'y rattachent ou en découlent, et qui ne viole point l'article de la Constitution, sous le nom social du *Southern Lottery Company of Louisiana*. Leur capital sera de cinq cent mille piastres, et leur charte restera en vigueur jusqu'en 1895, à moins qu'elle ne soit révoquée plus tôt, à une élection générale quelconque qui aura lieu par une loi de la Législature dans l'intervalle.
Le privilège sollicité sera soumis à telles lirences maintenant fixées par les lois relatives à la Loterie.
EMILE LAUDNER.
Employé autrefois à la Compagnie de loterie de l'Etat de la Louisiane.
21 avril—30f

Avis,

Avis est par le présent donné qu'il sera présenté à la prochaine session de la Législature, un acte pour faire rembourser par le Trésor d'Etat de l'argent qui appartient aux héritiers de James Ogilvie.
JOHN McDOUGALL,
Agent
18 avril—5f (en 30)

Avis

Est par le présent donné qu'à la prochaine session de la Législature, un acte sera présenté pour pourvoir à une élection spéciale dans la ville de Nouvelle-Orléans, conformément aux dispositions de l'article 209 de la Constitution de l'Etat de la Louisiane, en vue de prélever une taxe de 12½ mills par piastre pendant quarante ans, sur les propriétés, à la Nouvelle-Orléans, dans le but de drainer et de payer la ville de la Nlle-Orléans, et pour pourvoir à la perception de ladite taxe et à sa remise à la New Orleans Draining and Paving Association.
Nlle-Orléans, 16 avril 1886.
16avril—1f p. sem. (en 30)

Avis

Est par le présent donné qu'à la prochaine session de la Législature, un acte sera présenté pour amender et décréter à nouveau la Section 7 de l'acte intitulé : Acte pour créer et incorporer la Ville de la Nouvelle-Orléans et pour pourvoir au gouvernement et à l'administration de ses affaires ; pour rappeler tous les actes contraires à ses stipulations, approuvé le 23 juin 1882 ;
Et pour amender et décréter à nouveau la Section 26 du dit acte et pour rappeler les Sections 32 et 33 du dit acte ; pour amender et décréter à nouveau la Section 36 du dit acte ; et pour rappeler les Sections 37 et 43 du dit acte.
Le but et la portée du dit acte qui sera présenté à la législature, est de permettre au conseil des autorités municipales, du conseil et des officiers municipaux de la dite ville, le drainage et le pavage de la Ville de la Nouvelle Orléans, et de pourvoir aux moyens de paver et desécher la Ville de la Nouvelle-Orléans.
Nouvelle-Orléans, 16 avril 1886.
16 avril—1f par sem en 30 jours

Avis.

A tous ceux que cela peut concerner :
—Avis est par le présent donné de l'intention de présenter à l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, à sa prochaine session, devant être tenue en la ville de Baton Rouge, en l'année 1886, la requête de loi pour permettre et libérer, de la part des chemins de fer, toute différence de prix discriminatoire dans leur tarif de fret et de passage entre les différentes parties de cet Etat.
Nlle-Orléans, 13 avril 1886.
15 avril—15,17,24—8 mai

Avis.

Conformément à l'Article 48 de la Constitution de 1879, avis est donné qu'il sera présenté, à l'Assemblée générale de cet Etat, à sa session de 1886, un bill pour allouer une certaine somme d'argent, afin de satisfaire le jugement rendu en faveur du demandeur, pour douze-cent-cinquante piastres, avec intérêt légal de mars 1867 jusqu'à paiement, ainsi que les frais, dans l'affaire de James W. McCracken va l'Etat de la Louisiane, No 10,034, du Dossier de la Sixième Cour de District pour la paroisse d'Orléans.
10 avril—10,17,24—mai 1er et 8.

Avis.

Avis est par le présent donné de l'intention de présenter à la Législature de l'Etat de la Louisiane à sa prochaine session un projet de loi en faveur de Charles H. Handy et autres, leur accordant à eux, leurs successeurs et ayant-droit, une charte ou privilège de loterie, avec tous les pouvoirs qui s'y rattachent, sous la raison sociale de Louisiana and Shreveport Lottery Company. Le capital social sera d'un million de dollars, et les droits et privilèges de la société subsisteront jusqu'à l'année 1895, à moins qu'ils ne soient révoqués plus tôt, à une élection générale quelconque qui aura lieu par une loi de la Législature dans l'intervalle.
Le privilège sollicité sera soumis à telles licences maintenant fixées par les lois relatives à la Loterie.
EMILE LAUDNER.
Employé autrefois à la Compagnie de loterie de l'Etat de la Louisiane.
21 avril—30f

Avis,

Avis est par le présent donné qu'il sera présenté à la prochaine session de la Législature un bill pour faire rembourser par le Trésor d'Etat de l'argent qui appartient aux héritiers de James Ogilvie.
JOHN McDOUGALL,
Agent
18 avril—5f (en 30)

Avis

Est par le présent donné qu'à la prochaine session de la Législature, un acte sera présenté pour pourvoir à une élection spéciale dans la ville de Nouvelle-Orléans, conformément aux dispositions de l'article 209 de la Constitution de l'Etat de la Louisiane, en vue de prélever une taxe de 12½ mills par piastre pendant quarante ans, sur les propriétés, à la Nouvelle Orléans, dans le but de drainer et de payer la ville de la Nlle-Orléans, et pour pourvoir à la perception de ladite taxe et à sa remise à la New Orleans Draining and Paving Association.
Nlle-Orléans, 16 avril 1886.
16avril—1f p. sem. (en 30)

Avis

Est par le présent donné qu'à la prochaine session de la Législature, un acte sera présenté pour amender et décréter à nouveau la Section 7 de l'acte intitulé : Acte pour créer et incorporer la Ville de la Nouvelle-Orléans et pour pourvoir au gouvernement et à l'administration de ses affaires ; pour rappeler tous les actes contraires à ses stipulations, approuvé le 23 juin 1882 ;
Et pour amender et décréter à nouveau la Section 26 du dit acte et pour rappeler les Sections 32 et 33 du dit acte ; pour amender et décréter à nouveau la Section 36 du dit acte ; et pour rappeler les Sections 37 et 43 du dit acte.
Le but et la portée du dit acte qui sera présenté à la législature, est de permettre au conseil des autorités municipales, du conseil et des officiers municipaux de la dite ville, le drainage et le pavage de la Ville de la Nouvelle Orléans, et de pourvoir aux moyens de paver et desécher la Ville de la Nouvelle-Orléans.
Nouvelle-Orléans, 16 avril 1886.
16 avril—1f par sem en 30 jours

L.S.L.

Rappelez-vous

Que cette loterie est la seule qui ait été votée et ratifiée par le peuple d'un Etat.

TOUS LES LOTS GAGNANTS PAYÉS EN PLEIN.

GRANDE CHANCE

—POUR—

UNE FORTUNE!

Le Grand Tirage Mensuel

A $5 00

CLASSE E,

DE LA COMPAGNIE DE

LOTERIE

DE L'ETAT

DE LA LOUISIANE

Aura lieu à la

Nlle-Orléans, Lne.,

MARDI, 11 MAI 1886.

Ce tirage ainsi que tous les autres auront lieu sous la surveillance immédiate et la direction du

GEN. G. T. BEAUREGARD,

DE LA LOUISIANE, ET DU

GEN. JUBAL A. EARLY,

DE LA VIRGINIE.

GROS LOT

$75.000

—POUR—

UNE FORTUNE!

Le Grand Tirage Mensuel

A $5 00

CLASSE E,

DE LA COMPAGNIE DE

LOTERIE

DE L'ETAT

DE LA LOUISIANE

Aura lieu à la

Nlle-Orléans, Lne,

MARDI, 11 MAI 1886.

Ce tirage ainsi que tous les autres auront lieu sous la surveillance immédiate et la direction du

GEN. G. T. BEAUREGARD,

DE LA LOUISIANE, ET DU

GEN. JUBAL A. EARLY,

DE LA VIRGINIE.

1,967 Lots, montant en tout à

$265,500.

Le tirage commencera positivement

A ONZE HEURES A. M.,

—A—

L'ACADÉMIE DE MUSIQUE,

VOYEZ LE PLAN.

PLAN EXTRAORDINAIRE,

100,000 Billets à $5 chacun.

LISTE DES LOTS:

1 Lot de ...	$75,000, soit	$75,000
1 Lot de ...	25,000.....	25,000
1 Lot de ...	10,000.....	10,000
2 Lots de ...	5,000.....	10,000
5 Lots de ...	2,000.....	10,000
10 Lots de ...	1,000.....	10,000
20 Lots de ...	500.....	10,000
100 Lots de ...	200.....	20,000
200 Lots de ...	100.....	20,000
500 Lots de ...	50.....	25,000
1,000 Lots de ...	25.....	25,000

PRIX D'APPROXIMATION :

9	Lots d'approximation de $750 chacun pour les neuf unités restant du numéro qui aura gagné le lot de $75,000, soit.....	$6,750
9	Lots d'approximation de $500 chacun pour les neuf unités restant du numéro qui aura gagné le lot de $25,000, soit.....	4,500
9	Lots d'approximation de $250 chacun pour les neuf unités restant du numéro qui aura gagné le lot de $10,000, soit.....	2,250
1,967 Lots se montant à		$265,500

CERTIFICAT.

Nous déclarons, par les présentes, que nous présidons à tous les tirages mensuels et semestriels de la Compagnie de Loterie de l'Etat de Louisiane, et que nous dirigeons et contrôlons en personne ces tirages qui, a en donnons l'assurance, ont lieu avec la plus parfaite bonne foi vis-à-vis de ton les parties. Nous autorisons la Compagnie à se servir, dans ses annonces, de ce certificat, auquel nous joignons le fac-simile de nos signatures.

G. T. Beauregard
J. A. Early

Billet entier, $5 ; Fractions—

Cinquièmes en proportion.

A vendre à toutes les agences de la Nouvelle-Orléans et au bureau de la COMPAGNIE DE

loterie de l'Etat de la Louisiane.

Les demandes de prix pour les clubs ne doivent être adressées qu'au bureau de la Compagnie, à la Nouvelle-Orléans.
Pour plus de renseignements, écrire très lisiblement, en donnant son adresse.

IMPORTANT.

Remises par Postal Notes, Express Money Order, change de New York ou traites sur la Nouvelle-Orléans.
Les lettres renfermant de l'argent devront toujours être envoyées par l'Express à nos frais.
Adresser à

M. A. DAUPHIN,
Nouvelle-Orléans, Lne.
P. O.

Adresser vos lettres enregistrées et faire un mandat sur la poste (money orders payables à
New Orleans National Bank,
New Orleans, La.

ANNONCES JUDICIAIRES

MONITION

ETAT DE LA LOUISIANE, COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA PAROISSE D'ORLEANS.

L'ETAT DE LA LOUISIANE, à tous ceux qui sous les yeux desquels le présent avis tombera :
Attendu que Henri Samory a acquis à l'enchère publique dont la crée a été faite par SPEAR & ESCOFFIER, Placide J. Spear, encanteur, pour la paroisse d'Orléans, le 8me jour du mois d'Août 1885, en vertu d'un arrêt de la Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, Division A, rendu et signé le 30 Juin 1885, dans l'affaire de E. H. Samory va Claude P. Samory et autres, No 14,351 de nos Dossiers, les propriétés ci-après décrites, a demandé à cette Cour de lancer une monition ou de publier un avis conformément aux sections 2370, 2371, 2372et 2373 de l'acte No 95, approuvé le 16 Mars 1870, et communément connu comme les statuts révisés de la Louisiane.
Qu'il soit donc au par tous ceux ici intéressés, qu'ils sont cités et assés, au nom de l'Etat de la Louisiane et de la Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, qui peuvent faire valoir un droit, un titre ou une réclamation contre les propriétés ci-après décrites, par suite d'une informalité dans l'ordre, le décret ou le jugement de la homologue, de la dite vente, ou par suite d'une irrégularité ou illégalité dans l'évaluation des propriétés ou les annonces relatives à l'époque ou à la forme de la vente, et faire l'adjudication, ou par suite de défauts quelconques, de faire connaître, dans les trente jours qui suivront la date de la première insertion du présent avis dans le journal désigné par la susdite Cour, ou plus tard dans le même délai, la raison pour laquelle le vente ne doit pas être définitivement homologuée, et il est ordonné que la dite vente des propriétés ici décrites, M. Henri Samory en est devenu l'acquéreur, au prix sur la somme de neuf mille cent quatre-vingt-dix-sept dollars cinquante cents ($9297.50).
Description des propriétés :
1° Les deux lots indivis d'un certain terrain, avec les améliorations qui s'y trouvent, dans la cinquième District de cette ville, dans le carré 671, bornés par les rues Espagnole, Calliope et Randon et l'avenue Hagan, mesurant, d'après la mappe de la ville trois cent cinq pieds sept pouces et quart, front sur les rues Esplanade et Calliope ; deux cent soixante-neuf pieds, huit pouces et six lignes rue Randon, et deux cent soixante-quatre pieds, sur l'avenue Hagan. Etant le même immeuble acquis au nom de Henri Samory à une vente du Shérif de la paroisse d'Orléans faite en fait foi un acte enregistré au bureau des Transferts de cette ville, livre 95, folio 124. Les deux tiers de cet immeuble appartenant à la succession de ladite dame Samory, ainsi que déclaration faite par le fils de Henri Samory.
2° Les trois-quarts indivis d'un certain terrain, avec les améliorations qui s'y trouvent, situé dans le Troisième District de cette ville, dans le carré 671 borné par les rues Esplanade, Calliope, Baghian et Marais, désigné comme le terrain No Deux, et mesurant vingt-cinq pieds de façade sur ladite rue Esplanade, sur quarante-neuf pieds neuf pouces et quart de profondeur entre lignes parallèles. Le quart restant de cet immeuble appartenant à Mme Claude P. Samory, ainsi que déclaration faite par Mme Claude P. Samory, ainsi que déclaration faite par Mme Claude P. Samory, ainsi que déclaration faite par